

PROCÈS-VERBAL

Conseil Municipal d'Aubergenville

Mercredi 19 novembre 2025 (Validé le 17/12/2025)

LISTE DES PRÉSENTS

Majorité municipale

Aubergenville Horizon

Gilles LÉCOLE, Maire d'Aubergenville
Virginie MEUNIER
Fabienne PAULIN
Thierry RIHOUEY
Sylvia PADIOU
Dimitri MENDY
Marie-Christine LOZACH-PAÏOLA
Carlos SOARES
Laurence DENAND
Mario MANCUSO
Agnès CHEVALIER
Joël DANIEL
André GODINEAU, procuration Mme Marie-Christine Lozach-Païola
Sophie PRIMAS, procuration à M. Gilles Lécole
Olivier CATTELAÏN, procuration à M. Mario Mancuso
Faïza BOUJAOUANE-EL ALAMI
Ali HADIK
Elodie MACHADO
Didier JAHIER, procuration à M. Dimitri Mendy
Florence VARIN
Lionel LECLER, procuration à M. Carlos Soares
Peggy FRANÇOIS
Edward DANGELOT, procuration à Mme Virginie Meunier
Myriam DARGEN, procuration à Mme Peggy François
Nathalie COLAS

Opposition

Pour Aubergenville, Poursuivons Ensemble.

Thierry MONTANGERAND
Nadette PRUVOST, procuration à M. Thierry Montangerand
Jean-Yves SAUVÉ
Véronique WERNLÉ-LIORZOU
Guillaume BASSET
Philippe GARCIA
Denise AMBLARD

Lutte Ouvrière - Faire Entendre Le Camp Des Travailleurs

Philippe GOMMARD

Ordre du jour

LISTE DES PRÉSENTS	1
DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE	4
ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2025	4
QUESTIONS ÉCRITES DES ÉLUS	4
COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE QUI LUI A ÉTÉ DONNÉE LE 12 JUIN 2020	4
BONS DE COMMANDE	4
DÉCISIONS DU MAIRE	6
A – FINANCES	7
1) DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE – BUDGET PRINCIPAL VILLE	7
2) ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DU COMITÉ DES YVELINES DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER POUR 2025	17
B– AFFAIRES SCOLAIRES – PÉRISCOLAIRE – PETITE ENFANCE	18
Affaires Scolaires	18
1) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026 AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES LA FONTAINE ET LOUIS PERGAUD POUR L'ORGANISATION DE CLASSES ENVIRONNEMENT	18
2) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026 AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES POUR LES PROJETS D'ÉCOLE	19
Petite enfance	21
1) RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT - PRESTATION DE SERVICE AVEC LA CAF DES YVELINES POUR LE RPE	21
C – SPORTS	22
1) REVERSEMENT D'UNE SUBVENTION VERSÉE AU TENNIS CLUB AUBERGENVILLE PAR LA FFT À LA VILLE	22
D – URBANISME	23
1) BILAN DE L'ÉTAT FONCIER DÉTENU PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÎLE DE FRANCE (EPFIF) - ANNÉE 2024	23
2) BILAN 2024 - ÎLE DE FRANCE NATURE POUR L'ESPACE NATUREL RÉGIONAL DU BOUT DU MONDE	26
3) RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE D'AUBERGENVILLE ET ÎLE-DE-FRANCE NATURE POUR LA GESTION ET L'ENTRETIEN DE L'ESPACE NATUREL RÉGIONAL DU "BOUT DU MONDE"	26
4) COMPLÉMENT AU TRANSFERT DU THÉÂTRE DE LA NACELLE - CESSIION À TITRE GRATUIT DE DEUX EMPRISES RÉSIDUELLES À LA COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE	27

E – PRÉVENTION ET ACTION SOCIALE	29
Action sociale	29
1) RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE D'AUBERGENVILLE ET LE CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES (CIDFF) 2025-2026	29
F – INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES	30

La séance est ouverte à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Gilles LÉCOLE, Maire d'Aubergenville.

M. Le Maire. Il est 20 heures, bonsoir à toutes et tous, bonsoir au public.

DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Sylvia PADIOU est désignée Secrétaire de séance.

(M. le Maire procède à l'appel).

Il est dénombré 33 élus présents ou représentés (25 Majorité et 8 Opposition).

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2025

M. Le Maire. Avez-vous des remarques ? (Non). Nous pouvons passer au vote.

Le procès-verbal du Conseil municipal du 24 septembre 2025 est approuvé à l'unanimité (33 voix Pour).

QUESTIONS ÉCRITES DES ÉLUS

M. Le Maire. Nous n'avons pas reçu de question écrite.

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE QUI LUI A ÉTÉ DONNÉE LE 12 JUIN 2020

BONS DE COMMANDE

N°1 – 19/09/25 – Bon de commande AN250118 à la société ADS DESIGN (89240 La Tour d'Aigues) pour la location de motifs 3D à poser – 11 409,60 €

N°2 – 19/09/25 – Bon de commande AN250119 à la société BAZAUD ILLUMINATIONS (25620 L'Hôpital du Gros Bois) pour la location de 94 décors candélabres et 4 décors 3D à poser – 25 495,79 €

N°3 – 30/09/25 – Bon de commande TE250347 à SEINE YVELINES NUMERIQUES (78280 GUYANCOURT) pour la reprise d'installation des caméras de vidéoprotection – 52 985,70 €

M. BASSET. S'agit-il de l'installation de nouvelles caméras ?

M. Le Maire. Ce sont des modifications apportées à l'installation que j'ai demandées. Les forces de police nous ont indiqué que l'on pouvait améliorer notre système en recalibrant certaines fonctions. Cette opération amène à un dépassement d'environ 10 000 €, la dernière facture pour l'installation de ces caméras de vidéoprotection s'élevant à 52 985,70 €.

M. GOMMARD. C'était également ma question, cette somme s'ajoute-t-elle à ce qui a déjà été annoncé ? Apparemment, c'est nouveau.

M. Le Maire. C'est nouveau, ce sont des ajustements. La vidéoprotection nous a permis très nettement d'améliorer notre taux de résolution d'affaires, qui se situe au-dessus de la moyenne. Pour mémoire, un jeune avait été victime d'un coup de couteau à la gorge dans le magasin de téléphonie dans le quartier d'Acosta. C'est

grâce à la vidéoprotection que nous avons pu intervenir au plus vite pour sauver ce jeune homme et que l'auteur des faits en fuite a été arrêté quelques semaines plus tard en Espagne. On peut considérer que cette vidéoprotection est un élément primordial pour la sécurité de notre population. Je sais M. Gommard que nous ne partagerons jamais le même avis sur ce sujet. Ces installations sensibles ont un coût, elles ont aussi fait l'objet de dégradations lors de leur installation et ce n'est pas pour autant que je vais renoncer, ce n'est pas mon genre.

M. GOMMARD. A-t-on pour 2025 un chiffre global d'investissements dans la vidéoprotection ?

M. Le Maire. Je vous donnerai le coût de revient de la vidéoprotection au prochain conseil.

M. GOMMARD. Effectivement, j'aimerais bien avoir ce chiffre

M. Le Maire. M. le Directeur général des services prend note de votre demande. Effectivement, nous vous donnerons tous les éléments, M. Gommard.

N°4 – 30/09/25 – Bon de commande TE250348 à la société CDC INGENIERIE & CONSEILS pour le remplacement des réseaux et radiateurs du Groupe scolaire Louis Pergaud – 43 680 €

N°5 – 07/10/25 – Bon de commande TE250350 à la société IDEX ENERGIES (92238 Gennevilliers) pour la fourniture et l'installation d'un dégazeur et filtres magnétiques à la Maison des Associations – 16 183 €

M. Le Maire. La Maison des Associations était alimentée en chauffage par le centre aquatique. La qualité du réseau a fait que nous avons connu quelques pannes ces deux derniers hivers et il s'est avéré pertinent de mettre un dégazeur (méga filtre) en amont de la Maison des Associations pour garantir le bon fonctionnement du répartiteur de ce site.

N°6 – 13/10/25 – Bon de commande TE250355 à la société MURETANCHE (78920 Ecquevilly) pour des travaux dans les logements Jean Moulin – 16 720 €

M. Le MAIRE. Nous avons quelques logements, auparavant logements de fonction des enseignants et directeurs d'école, dont nous avons de facto hérité lorsque les enseignants sont devenus professeurs des écoles puisqu'ils n'avaient plus accès à ces logements. Ces logements nécessitent des travaux d'aménagement, en l'occurrence des VMC, ces ventilations évitant les détériorations.

N°7 – 16/10/25 – Bon de commande TE250363 à la société TOM (77124 Penchard) pour la fourniture de 171 poubelles de tri – 11 450,16 €

M. Le Maire. J'ai pris l'initiative, que j'assume, même si cela va beaucoup râler, de revoir notre politique concernant les déchets à l'Hôtel de la Ville et dans toutes les structures de la Ville. J'avais constaté que malheureusement le tri sélectif n'était pas fait dans les meilleures conditions, car nous ne nous étions pas donné les moyens de le faire convenablement. Donc, nous aurons dans toutes nos structures des poubelles de tri, dont deux poubelles à l'étage à l'Hôtel de Ville. Chaque agent en fin de journée répartira ses déchets en fonction des poubelles. D'où la pertinence de racheter 171 poubelles. C'est aussi valable dans les écoles. Je souhaite que Mme Lozach fasse le nécessaire auprès de nos chères directrices pour faire comprendre à tous que chacun est responsable de ses déchets.

Mme LOZACH-PAÏOLA. C'était demandé par les écoles.

N°8 – 23/10/25 – Bon de commande TE250365 à la société FLINS TP (78410 Aubergenville) pour la création d'une sente piétonne entre la rue de la Cimenterie et la rue des Hautes Beauces – 21 496,20 €

DÉCISIONS DU MAIRE

N°9 – 04/09/25 – Décision du Maire n°25-065 relative à la signature d'un avenant à la convention de partenariat entre la Ligue pour l'enseignement et la commune (formation générale BAFA 275 € TTC par stagiaire (mini 11 – max 20) (formation approfondissement 250 € TTC par stagiaire (mini 11 – max 20)

M. Le Maire. Il s'agit de prolonger le contrat avant renégociation.

N°10 – 19/09/25 – Décision du Maire n°25-066 relative à la convention de mise à disposition d'un basson au Conservatoire du Vexin – 267,12 €

M. Le Maire. Nous avons un basson dont nous n'avons pas nécessairement besoin, contrairement au Conservatoire du Vexin, d'où cette convention de mise à disposition de cet instrument.

N°11 – 17/09/25 - Décisions du Maire n°25-067 portant acte constitutif d'une régie d'avance 18/25

M. Le Maire. La structure du SPOT n'avait pas de régie d'avance, il était pertinent de l'en doter pour lui donner une autonomie financière et ainsi soulager les services comptables.

N°12 – 17/09/25 - Décision du maire n°25-068 relative à la convention de mise à disposition, à titre précaire, révocable de locaux à la Maison de Voisinage au profit du SESSAD André Marché (à titre gratuit)

M. Le Maire. Le SESSAD étant le Service d'éducation spéciale de soins à domicile pour les enfants. Il participe toujours à nos actions depuis de très nombreuses années et nous les saluons.

N°13 – 23/09/25 - Décision du maire n°25-069 relative à la convention de mise à disposition, à titre précaire, révocable et gratuit de locaux à la Maison des Associations au profit de l'association Amicale des Amateurs d'Anglais (à titre gratuit)

M. SAUVÉ. Cette association a-t-elle été créée récemment ou depuis plus d'un an ? Dans la réglementation que nous avons votée, les associations ne peuvent disposer d'un local à titre gratuit que si elles ont plus d'un an d'existence.

M. Le Maire. Vous avez raison. C'est une association issue de l'Amicale des Anciens ; cela rendait service à des gens que l'on connaît historiquement dans notre commune, des anciens professeurs d'anglais, reconnus à ce titre. Comme l'Amicale des Anciens ne pouvait plus héberger ces personnes pour cette pratique de l'anglais qui ne doit pas se perdre, j'ai pris la décision à titre personnel de les accueillir et déroger à cette règle pour que cette association puisse exercer ses activités afin que les Aubergenvillois continuent à pratiquer l'anglais et soit abritée dans les meilleures conditions. C'est une dérogation à la règle que j'assume à titre très personnel.

M. SAUVÉ. C'est bien de le préciser.

M. Le Maire. Vous avez raison et je n'ai aucun problème à l'assumer. C'étaient des personnes déjà présentes sur la Ville et longue vie à elles.

Aucun marché ou avenant notifié depuis le 3/09/25

A – FINANCES

1) DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE – BUDGET PRINCIPAL VILLE

(Rapporteur : M. Rihouey)

M. RIHOUEY. C'est une obligation légale pour les communes de plus de 3500 habitants de présenter à l'organe délibérante, le Conseil municipal, le rapport sur les orientations budgétaires. Pour les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Ce rapport donne lieu à un débat qui est acté par une délibération qui donne lieu à un vote. Ce vote ne fait rien d'autre que constater que le débat a bien eu lieu.

Ce débat d'orientation budgétaire n'a pas vocation à être aussi précis que le budget primitif 2026 présenté lors de la prochaine séance du Conseil municipal.

Contexte national

Il est difficile de parler du contexte national, compte tenu de l'actualité parlementaire en matière budgétaire. On a indiqué quelques informations connues à la date de rédaction du document, au 14 octobre 2025. Je n'insisterai pas sur le contexte économique, les difficultés à boucler un budget, les difficultés financières relatives à la dette.

Budget 2026

Ce qui va impacter les collectivités locales comme la nôtre et le bloc communal, il s'agit :

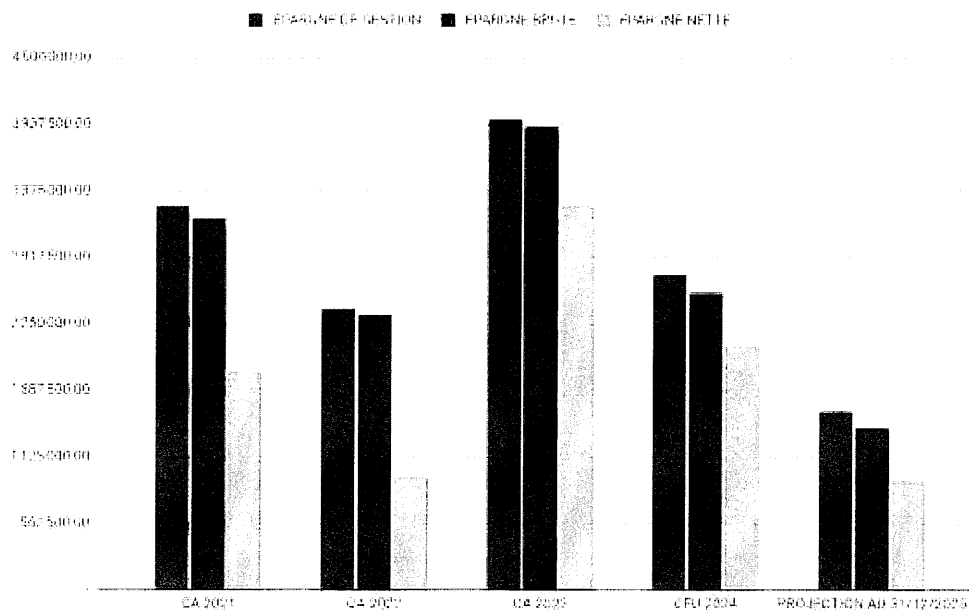
- De modérer les dépenses locales à +2,4 Md€
- DILICO (dispositif de lissage conjoncturel) : un ajustement de l'existant et de nouveau prélèvement pour 2 Md€
- Stabilité de la DGF
- Le recentrage du FCTVA sur les dépenses d'investissement et une modification de son calendrier de versement
- Un report de 2026 à 2027 de l'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels
- Une adaptation du calendrier de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation

Contexte local : situation financière prévisionnelle au 31/12/2025

Il y a trois indicateurs : l'épargne de gestion qui ne tient pas compte des intérêts de la dette, l'épargne brute qui intègre les intérêts de la dette dans les dépenses et l'épargne nette à laquelle on ajoute le remboursement du capital

L'épargne brute représente l'autofinancement que dégage la Ville pour rembourser sa dette et financer ses investissements

Epargne brute : La capacité d'autofinancement

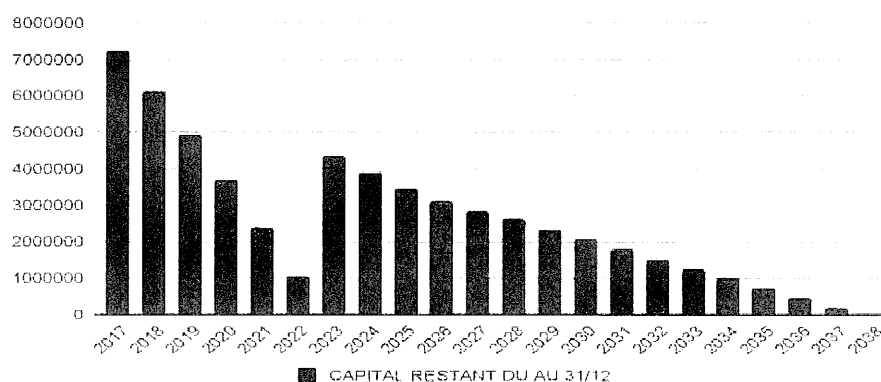


L'épargne brute de la Ville s'élèverait à 1,3 M€, soit 7,3% de ses recettes de fonctionnement. Depuis 2023, on enregistre une diminution de notre capacité d'autofinancement.

Le deuxième indicateur financier important pour les communes, c'est la capacité de désendettement. En projection au 31/12/2025, elle s'établirait à 2,5 années. Le seuil critique se situe à 11-12 ans et le seuil de vigilance à 10 ans.

Notre capacité de désendettement reste excellente malgré le recours à l'emprunt d'un montant de 4 M€ en 2023

EXTINCTION DE LA DETTE



L'encours de la dette en projection au 31/12/2025 s'élève à 3,5 M€, soit 276 € par habitant. La moyenne de notre strate s'élève à 794 € par habitant sur notre intercommunalité.

Notre capacité financière est intéressante selon nos capacités d'autofinancement et notre capacité de désendettement.

Orientations budgétaires 2026

Nos orientations sont reconduites :

- Stabilité des taux d'imposition
- Maintien de l'investissement pour le développement de la Ville
- Maintien des services à la population en contenant nos dépenses

Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

1) Charges à caractère général (chap 011)

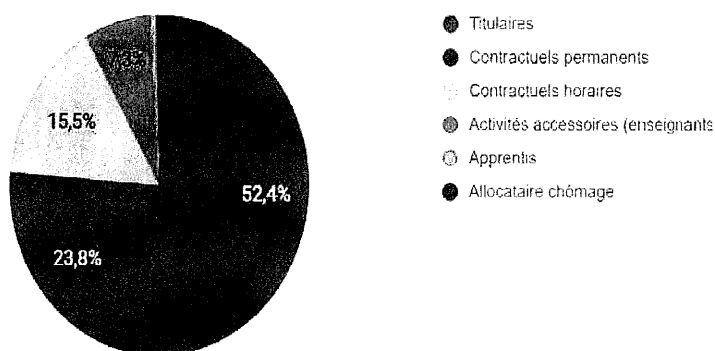
Les décisions budgétaires et les arbitrages se prennent au niveau du bureau municipal. Au préalable, un état des besoins des services est constitué. La base de travail était le budget 2025 en essayant de contenir les dépenses et en intégrant des propositions d'actions nouvelles.

Le budget primitif 2026 est estimé à 5,285 M€ contre 5,309 M€ en 2025 (-0,46%).

2) Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)

Au 31/12/25, l'effectif de la Ville sera de 328 agents, dont 172 titulaires, 78 contractuels permanents, 51 contractuels horaires, 24 activités accessoires (enseignants), 2 apprentis, 1 allocataire chômage.

Répartition de l'effectif en pourcentage



Répartition des agents permanents par catégorie

- Catégorie A : 20
- Catégorie B : 69
- Catégorie C : 161
- Total : 250



Répartition par catégorie par genre

Catégorie	Femmes	Hommes
Catégorie A	17	4
Catégorie B	47	22
Catégorie C	107	54
Autres	0	0
TOTAL	171	80

Moyenne d'âge des agents selon profil et genre

Profil agent	Femmes	Hommes	Global
Fonctionnaires	48	46	48
Contractuels permanents	40	41	40
Contractuels non permanents	33	27	30
Ensemble des agents	41	36	39

La masse salariale au 31/12/2025 devrait respecter le budget à 12,694 M€. Pour 2026, les prévisions sont à 13,200 M€, soit une augmentation de 4% en tenant compte des hypothèses suivantes :

- GVT (Glissement vieillesse technicité) : +2.32%, soit 296 k€
- CNRACL : +3 points, soit 114 k€
- Augmentation de la cotisation Sofaxis
- Effet Noria (différence entre les effectifs entrants et sortants)

Conformément à la loi du 6 août 2019, le temps de travail au sein de la collectivité est de 1607 heures.

3) Atténuations de produits (chap 014)

Ce chapitre est essentiellement dédié à la comptabilisation des fonds de péréquation :

- FSRIF (Fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France)
- FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales)
- DILICO (Dispositif de lissage conjoncturel), instauré par la loi de Finances 2025, destiné à mettre en réserve dans les comptes de l'Etat une part des recettes fiscales des collectivités. Les sommes prélevées en 2025 sur les douzièmes de fiscalité représentent une atténuation de produits (donc une dépense budgétaire). Normalement, elles seront reversées aux collectivités selon les modalités suivantes :
 - 90% reversés directement par fractions égales au cours des exercices 2026 à 2028
 - 10% viendront abonder les dispositifs de péréquation

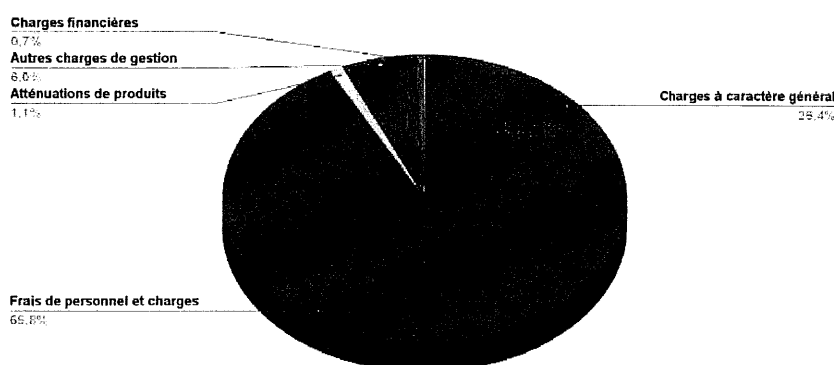
Pour 2026, 130 k€ ont été provisionnés pour le DILICO. Les projections des atténuations de produit enregistrent une certaine baisse par rapport aux projections 2025.

4) Autres charges de gestion courante (chap 65)

Les subventions et participations devraient s'établir pour 2026 à 1,2 M€, elles s'établissaient à 1,181 M€ au BP 2025. Le montant de ces subventions serait de l'ordre de 964 k€, dont 530 k€ au CCAS, 300 k€ aux associations et 100 k€ à la Caisse des écoles. Ces chiffres seront confirmés lors de la présentation du Budget primitif.

5) Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

Les prévisions de dépenses au BP 2026 sont estimées à 20 052 231,50 €, elles étaient estimées à 19 529 533 € au BP 2025. On constate une diminution des charges à caractère général, des charges financières et des charges exceptionnelles, une augmentation de la masse salariale, des atténuations de produits, des autres charges de gestion courante,



Les deux postes principaux de dépenses réelles de fonctionnement sont les charges à caractère général (26,40%) et les dépenses de personnel (65,8%).

Recettes de fonctionnement

1) Produits des services et du domaine

Ce chapitre regroupe les produits des redevances d'occupation du domaine public (concessions funéraires, droits de permis de stationnement et de location de la voirie...), des prestations de services destinées à la population (centres de loisirs, Maison de Tous, Capsule, Maison du voisinage...), également la prise en charge des frais de propreté de la voirie par la CU GPSEO à travers une convention d'entretien.

Les prévisions budgétaires 2026 sont estimées à 1,607 M€ contre 1,404 M€ en 2025, soit une augmentation de 14,39%.

2) Produits de la fiscalité

a) fiscalité directe

Le produit de la fiscalité peut varier en fonction de trois paramètres :

- Les taux
- La variation physique des bases (plus ou moins de locaux)
- La variation forfaitaire nationale des valeurs locatives

Les taux

Encore une fois, les taux d'imposition 2026 ne subiront pas d'augmentation de la part communale pesant sur les contribuables aubergenvillois, la dernière augmentation des taux d'imposition date de 2002.

- Taxe Foncière sur propriétés bâties (TFPB) : 20,14 % (part communale), 11,58 %
- (part départementale) soit 31,72 %
- Taxe Foncière sur propriétés non bâties (TFPNB) : 87,87 %
- Taxe Habitation sur les logements vacants et résidences secondaires : 14,55 %

La variation physique des bases

Aucune livraison de programmes immobiliers à venir ne permettant d'envisager une augmentation des bases physiques et une incertitude sur le parc immobilier de Renault.

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

La revalorisation forfaitaire devrait être de 1,2% sauf sur les locaux professionnels.

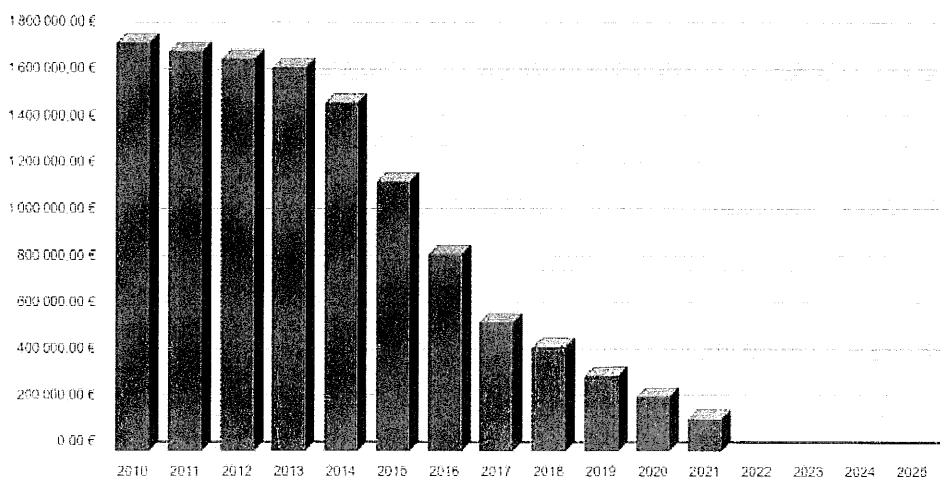
La fiscalité directe est budgétée à 7,9 M€ en 2026 contre 7,8 M€ en 2025, soit 1,28% d'augmentation.

b) attribution de compensation

Pour l'année 2026, le montant prévu de l'attribution de compensation est de 6,634 M€, identique au BP 2025, puisqu'il n'y a pas de transfert de compétences de prévu.

3) Dotations et participations

Dotation Globale de Fonctionnement



Cette dotation s'est éteinte pour la Ville depuis 2022.

Autres dotations de l'Etat

Les autres dotations de l'Etat sont estimées pour 2026 à 2,095 M€ contre 2,135 M€ en 2025, soit une augmentation de 1,87%. La DGFIP a imposé un changement de ligne pour les dotations de compensation. La dotation de compensation TF est estimée à 1,630 M€ contre 10 k€ en 2025 et la dotation de compensation TH est portée à 0 contre 1,620 M€ en 2025.

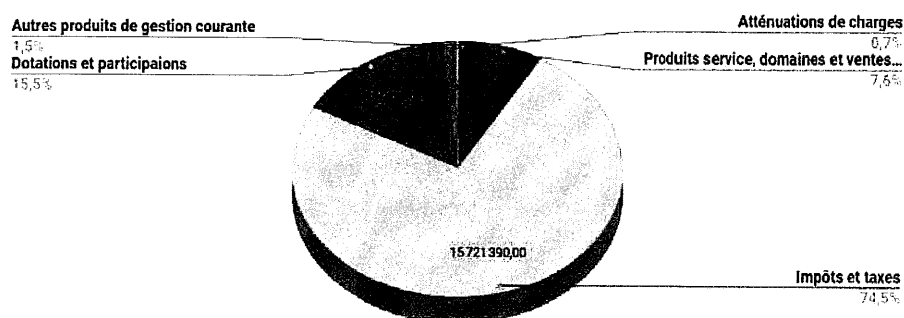
Participations et autres organismes

Le contributeur le plus important est la CAF à hauteur de 1,094 M€ sur un total de 1 171 389 € au BP 2026.

Le total des dotations et participations s'élève 3,266 M€.

4) Evolution des recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement devront s'élever en 2026 à 21 098 404 € contre 20 755 886 € en projection au 31/12/25.



Les deux postes principaux de recettes réelles de fonctionnement sont la fiscalité (74,5%) et les dotations et participations (15,5%).

C) Conclusion de la section de fonctionnement

Le montant prévisionnel total des recettes de la section de fonctionnement s'élève à 21 098 404 € et le montant prévisionnel total des dépenses de la section de fonctionnement s'élève à 20 492 231,50 €. Le budget prévisionnel en section de fonctionnement fait apparaître un solde excédentaire de + 606 172,50 €.

Cet excédent devrait financer une partie des dépenses d'investissement.

Section d'investissement

a) Dépenses d'investissement

Afin de réaliser le programme d'investissement de la Ville, il est prévu une enveloppe budgétaire en dépenses d'équipement de 3,305 M€ :

- Une enveloppe dédiée aux investissements récurrents et aux projets d'un montant de 2,458 M€, dont 2,263 M€ pour les projets des services techniques et 195 k€ pour les dépenses récurrentes des autres services.
- Une enveloppe dédiée au crédit des opérations pluriannuelles d'un montant de 847 k€ :
 - o Opération AD'AP dotée de 1,6 M€ dont 800 k€ de crédits sur 2026
 - o Opération Rénovation de chaufferies d'un montant de 301 k€ dont 47 k€ de crédits sur 2026, dont 47 k€ de crédits sur 2026

Le programme « Rénovation Piste athlétisme » fera l'objet d'une extinction.

b) Recettes d'investissement

Les principales recettes d'investissement seraient constituées de :

- Fonds de compensation de la TVA pour environ 380 k€
- Taxe d'aménagement 150 k€
- Subvention 15 k€ (rétrocession d'amendes)
- Des dotations aux amortissements pour environ 440 K€
- Virement de la section de fonctionnement pour environ 606 K€

Un emprunt d'équilibre sera inscrit au BP 2026 à hauteur de 1,6 M€

Conclusion générale du rapport du débat d'orientation budgétaire 2026

La proposition de budget primitif sera la suivante :

FONCTIONNEMENT				
Dépenses			Recettes	
	PROJECTION AU 31/12/2025	BP PROV 2026		PROJECTION AU 31/12/2025 BP PROV 2026
011 Charges à caractère général	5 150 208	5 285 237	013 Atténuations de charges	150 000 150 000
012 Charges de personnel	12 694 880	13 200 095	70 Produits des services	1 400 000 1 607 061
014 Atténuations de produits	204 833	216 000	73 Impôts et taxes	15 834 422 15 721 390
65 Autres charges de gestion courante	1 181 000	1 201 900	74 Dotations et participations	3 000 000 3 266 389
66 Charges financières	145 500	139 000	75 Autres produits de gestion courante	318 000 313 000
67 Charges exceptionnelles	800	10 000	76 Produits financiers	40 564 40 564
68 Dotations aux provisions	0		77 Produits exceptionnels	4 900
022 Dépenses imprévues de Fonctionnement	0		78 - Reprise sur Provision	0
Sous-total réel	19 377 221	20 052 232	Sous-total réel	20 747 886 21 098 404
042 Opérations d'ordre de transfert entre section	402 459	440 000	042 Opérations d'ordre de transfert entre section	790
043 Opération d'Ordre à l'Intérieur de la Sect. Fonct.			043 Opération d'Ordre à l'Intérieur de la Sect. Fonct.	
023 Virement à la section d'investissement		606 173		
Total	19 779 680	21 098 404	Total	20 748 676 21 098 404
D 002 Déficit reporté			R 002 Excédent reporté	
Total des dépenses de fonctionnement	19 779 680	21 098 404	Total des recettes de fonctionnement	20 748 676 21 098 404

INVESTISSEMENT				
Dépenses			Recettes	
	PROJECTION AU 31/12/2025	BP PROV 2026		PROJECTION AU 31/12/2025
20 Immobilisations incorporelles	12 913	26 000	13 Subventions d'investissement	274 288
21 Immobilisations corporelles	3 000 000	3 304 770	16 Emprunts Equilibre	0
16 Emprunts et dettes assimilées	437 521	348 000	21 Immobilisations corporelles	1 631 848
26 Participat. Et créances rattachées à Partic.	0		10 Dotations, fonds divers et réserves	724 962
27 Autres immobilisations financières	0	3 000	1068 Excédents de fonct. capitalisés	530 000
45 Opérations pour compte de tiers			165 Dépôts et cautionnements reçus	485 954
Sous-total réel	3 450 434	3 681 770	27 Autres immobilisations financières	2 000
040 Opération d'ordre de transfert entre section	790		Sous-total réel	1 485 204
041 Opérations patrimoniales			041 Opérations patrimoniales	
Total	3 451 224	3 681 770	040 Ordre entre sections	402 459
R.A.R.			021 Virement de la section de fonctionnement	440 000
D 001 Déficit reporté			024 Produits des cessions d'immobilisations	606 173
Total des dépenses d'investissement	3 451 224	3 681 770	Total	1 887 662
			R.A.R.	
			R 001 Excédent reporté	
			Total des recettes d'investissement	1 887 662

M. Le Maire. Merci pour cette présentation limpide. J'ai pris la coutume de dire que l'on avait de la DGF négative et on peut s'attendre à avoir quelques surprises désagréables de l'Etat, d'autant que l'on veut régulariser des éléments de confort sur la taxe foncière. Avoir l'électricité en 2025 est un élément de confort et ne parlons pas de l'eau potable, avoir des toilettes est le summum du grand luxe, selon les petits hommes gris de Bercy, sans pour autant que cela chagrine le Ministère du Budget. On n'entend plus les politiques !

M. SAUVÉ. P.13, on aurait des pertes de variation physique des bases sur les parcs immobiliers, vous n'avez pas intégré la livraison du quartier de la Gare.

M. RIHOUEY. A ma connaissance, il y a des exonérations de deux ans. J'entends votre remarque et on vérifiera ce point que l'on pourra corriger au Budget primitif.

M. SAUVÉ. En comparant ces chiffres avec le compte financier unique 2024, les recettes du prévisionnel 2026 sont inférieures au CFU (-400 k€) et les dépenses sont supérieures (+1 M€). Depuis 2022, on enregistre un excédent cumulé à environ 11 M€.

M. RIHOUEY. Je n'ai pas le chiffre en tête, mais on doit être autour de 8 à 9 M€. Avez-vous les chapitres de dépenses concernés ?

M. SAUVÉ. Ce sont les chiffres globaux (recettes, dépenses), ne pouvant accéder aux détails.

M. RIHOUEY. Il est difficile de faire un comparatif entre le CFU et le budget prévisionnel, un comparatif se fait sur la même base (BP ou CFU). La méthode de travail porte sur une projection, on met de côté l'antériorité et on se projette par rapport à ce qui remonte des services. On essaie de trouver entre les contraintes budgétaires et les propositions qu'on a acceptées quelque chose qui peut paraître discordant par rapport au réalisé, mais c'est une prospective puisqu'on est dans les orientations budgétaires. On ne peut pas comparer un réalisé à une prospective.

M. SAUVÉ. Cela se répète chaque année. L'année dernière, vous avez fait à peu près la même réponse. Lors de la présentation du CFU, on a constaté une hausse des recettes et une diminution des dépenses par rapport aux prévisions. Je ne compare pas un prévisionnel et un réalisé, simplement je fais la constatation chaque année que le prévisionnel prévoit des recettes inférieures et des dépenses supérieures contrairement aux chiffres du réalisé, ce qui conduit en fin d'année à des excédents de 1 M€ voire plus.

M. RIHOUEY. Ne dites pas que vous préféreriez des déficits !

M. SAUVÉ. Non, mais ce sont les contribuables aubergenvillois qui amènent l'excédent. La fiscalité représente une grosse partie de nos recettes.

M. RIHOUEY. Nous sommes d'accord, mais il est préférable de recourir à nos ressources propres plutôt qu'à l'emprunt. Pour revenir à la construction du budget, on a une vision prudente et je le redirai lors de la présentation du Budget Primitif. On pourrait effectivement minorer nos recettes et majorer nos dépenses dans le prévisionnel.

M. Le Maire. J'assume cette prudence depuis le début du mandat.

M. SAUVÉ. Il n'empêche que les excédents progressent d'une année sur l'autre, c'est un constat chaque année.

M. Le Maire. La bonne gestion sort des excédents et ils se cumulent. Je les assume et je sais que l'on n'est pas en phase sur ce point.

M. SAUVÉ. Je ne suis pas pour des déficits, mais les excédents sont générés par les contribuables d'Aubergenville. En les prélevant un peu plus, on arrive à ces résultats. C'est notre constat.

M. RIHOUEY. On n'est pas à la merci de nouvelle crise, telle que la hausse du prix de l'énergie qui a eu un impact sur nos lignes budgétaires. On a dépassé le 1 M€ alors qu'on était à 600 k€. Avoir une réserve, c'est de la bonne gestion. J'entends bien qu'on peut ne pas être d'accord.

M. Le Maire. Je vous remercie M. Sauvé de cette remarque, que je prends comme un compliment. Comme le dit M. Rihouey, on ne sait pas de quoi va être fait l'avenir. En observant ce qui s'est passé à l'Assemblée Nationale depuis quelques semaines, il n'y a rien de rassurant pour notre avenir. Je pense ici à tous les jeunes Aubergenvillois. Le fait de laisser une situation confortable, c'est quelque chose que je souhaitais par ailleurs et que j'ai cultivé depuis toujours. Si les bases ont augmenté, on a toujours voté un taux de fiscalité à l'identique.

Tout le monde a compris, et je l'ai annoncé, que je ne me représentais pas en tant que tête de liste, mais je reste bien entendu dans l'équipe municipale.

Pour répondre à une question posée par Mme Amblard en commission sur les effectifs de notre commune, ce sera aussi un indicateur sérieux. M. Gommard va me faire les gros yeux, et là encore je l'assume, le nombre d'agents dans notre commune était de 360 en 2020, il est passé à 328 agents tous confondus. Tous les agents de cette commune, et pas seulement le Directeur général des services, ont fait des efforts conséquents pour maintenir la masse salariale. Elle représente quand même 65% des dépenses de fonctionnement, pourcentage très élevé qui reste légitime compte tenu du

nombre de structures et de services offerts à la population. J'ai tenté de faire des économies sur le personnel, mais cet exercice a des limites, car il faut maintenir les services.

Voilà ce que j'avais à vous dire concernant ces éléments, mais je conçois effectivement M. Sauvé que vous ayez une vision différente de la nôtre. Logiquement, le débat d'orientation budgétaire est destiné à animer nos discussions et nos réflexions.

M. BASSET. P.10, je suis étonné de constater que le reversement des amendes de police soit à zéro depuis 2023.

M. RIHOUEY. Normalement, ces produits étaient enregistrés en recettes et ont été reversés à Ile-de-France Mobilités.

M. Le Maire. Je crois que M. Montangerand a souvenir de ce sujet. Contrairement à ce que l'on peut penser, le produit des amendes n'est pas destiné à renflouer les caisses de la Ville. On avait même été pénalisé par Ile-de-France Mobilités car on n'avait pas assez versé d'amendes.

M. RIHOUEY. En 2025, on a une régularisation de 395 € correspondant à une reprise de la part communale sur l'accise d'électricité.

M. BASSET. P.16, au chapitre 74, la participation du Département a été de 115 € au 31/12/25 contrairement au BP 2025 estimé à 8 988 €.

M. RIHOUEY. Les subventions sont liées à la réalisation des opérations et aux justifications budgétaires des projets, qui peuvent s'étaler dans le temps. Nous pourrions vous donner le détail des 1 500 € portés au BP lorsqu'on examinera le budget primitif.

M. BASSET. La dotation des titres sécurisés est redescendue à zéro au 31/12/25 alors qu'elle était élevée les années précédentes.

M. LEYMARIE. On vient juste de recevoir la notification à 2 200 € environ.

M. GOMMARD. Une question ayant trait au reversement des amendes, on n'a pas d'historique de cette ligne et donc la vision de la progression d'année en année.

M. RIHOUEY. On ne va pas détailler chaque compte au risque d'avoir des documents très volumineux. Il n'y a pas grand-chose sur cette ligne.

M. GOMMARD. Ce serait bien que cela apparaisse clairement.

M. RIHOUEY. Considérant le rapport sur les orientations budgétaires 2026 de la ville d'Aubergenville ci présenté,

Considérant l'avis favorable et unanime de la commission des Finances du 13 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À PRENDRE ACTE par un vote :
 - o de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2026,
 - o du rapport d'orientation budgétaire 2026 ci annexé, transmis aux élus et sur la base duquel a eu lieu le débat précité,
- ARTICLE 2 : À CONFIRMER que la délibération sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- Madame le Comptable public,
- Madame le Président de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise.

M. Le Maire. Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés :

- 32 voix Pour - Aubergenville Horizon - Pour Aubergenville Poursuivons Ensemble
 - 1 voix Contre - Lutte Ouvrière, Faire Entendre Le Camp Des Travailleurs
- ARTICLE 1 : a pris acte par un vote :
 - de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2026,
 - du rapport d'orientation budgétaire 2026 ci annexé, transmis aux élus et sur la base duquel a eu lieu le débat précité,
 - ARTICLE 2 : a confirmé que la délibération sera adressée à :
 - Monsieur le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - Madame le Comptable public,
 - Madame le Président de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise.

M. Le Maire. Je vous remercie pour la qualité des débats.

2) ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DU COMITÉ DES YVELINES DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER POUR 2025

(Rapporteur : M. Rihouey)

M. RIHOUEY. Il s'agit de l'opération Octobre Rose.

Cette année encore, dans le cadre de l'opération Octobre Rose, l'association Pluri'elles a organisé le 5 octobre 2025, une marche solidaire dont les bénéfices sont entièrement reversés à la Ligue contre le cancer, et qui a rassemblé 152 personnes pour cette édition.

Afin de marquer une nouvelle fois l'engagement de la Commune dans la lutte contre le cancer, il est proposé au Conseil municipal de participer à cette campagne, en octroyant en plus du versement opéré par l'association, une subvention de 10 € par participant, soit un montant de 1520 €, en faveur du Comité des Yvelines de la Ligue contre le cancer.

Il est rappelé que les subventions ainsi versées ont pour objectif :

- de financer des équipes et des programmes de recherche,
- de répondre aux besoins des personnes malades et de leurs proches,
- de contribuer à la promotion de leurs droits
- et de prévenir la maladie.

Considérant l'avis favorable et unanime de la commission Finances du 13 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À DÉCIDER d'octroyer en 2025, une subvention de fonctionnement de 1520 € au profit du Comité des Yvelines de la Ligue contre le cancer, dans le cadre de la campagne annuelle Octobre Rose.

- ARTICLE 2 : À DIRE que les crédits nécessaires sont disponibles au budget principal 2025.
- ARTICLE 3 : À CONFIRMER que la présente délibération sera adressée à :
 - o Monsieur le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - o Madame le Comptable public.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ? (Non). Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- ARTICLE 1 : a décidé d'octroyer en 2025, une subvention de fonctionnement de 1520 € au profit du Comité des Yvelines de la Ligue contre le cancer, dans le cadre de la campagne annuelle Octobre Rose.
- ARTICLE 2 : a dit que les crédits nécessaires sont disponibles au budget principal 2025.
- ARTICLE 3 : a confirmé que la présente délibération sera adressée à :
 - o Monsieur le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - o Madame le Comptable public.

B– AFFAIRES SCOLAIRES – PÉRISCOLAIRE – PETITE ENFANCE

Affaires Scolaires

1) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026 AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES LA FONTAINE ET LOUIS PERGAUD POUR L'ORGANISATION DE CLASSES ENVIRONNEMENT

(Rapporteur : Mme Lozach-Païola)

Mme LOZACH-PAÏOLA. Certaines écoles organisent des classes d'environnement, sur la base d'un projet définissant les objectifs du séjour et les activités mises en place pour les atteindre.

Elles financent leur projet soit par des partenariats avec des organismes extérieurs, soit par les coopératives scolaires, les bénéfices tirés des kermesses et autres actions telles que la vente de viennoiseries.

La commune a également la possibilité de participer au financement de ces séjours, en versant une subvention à la coopérative scolaire. Elle en avait informé l'ensemble des écoles élémentaires, en leur indiquant qu'un projet et un devis devaient être transmis pour que la demande puisse être étudiée.

En l'espèce, les écoles élémentaires La Fontaine et Louis Pergaud ont transmis des demandes de subvention pour l'organisation des séjours suivants :

Ecole élémentaire La Fontaine

- dates : du 18 au 20 mars 2026
- lieu : Moisson (78)
- thème : Savoir Rouler à Vélo
- nombre d'élèves : 52
- nombre d'accompagnateurs : 6

Le coût du séjour est de 10 819.42 euros.

Ecole élémentaire Louis Pergaud

1^{er} séjour

- dates : du 26 au 29 mai 2026
- lieu : Saint-Briac - Bretagne
- thème : La Mer
- nombre d'élèves : 40
- nombre d'accompagnateurs : 6

Le coût total du séjour est de 14 964 euros.

2^{ème} séjour

- dates : du 30 mars au 02 avril 2026
- lieu : Poney Club de Formanoir (89)
- thème : Ferme et poney
- nombre d'élèves : 47
- nombre d'accompagnateurs : 6

Le coût total du séjour est de 13 365 euros.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer respectivement une subvention de 10 819.42 euros et 15 000 euros aux écoles élémentaires La Fontaine et Louis Pergaud.

Considérant l'avis favorable et unanime émis par la commission Affaires scolaires, Péricolaire et Petite enfance du 13 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À DÉCIDER l'attribution respective d'une subvention de fonctionnement de 10 819.42 euros et 15 000 euros pour organiser des classes environnement durant l'année scolaire 2025-2026,
 - à l'association OCCE de l'école élémentaire La Fontaine,
 - et à l'association OCCE de l'école élémentaire Louis Pergaud,
- ARTICLE 2 : À CONFIRMER que les crédits sont prévus au budget communal 2025,
- ARTICLE 3 : À AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à faire procéder au mandatement.

M. Le Maire. Avez-vous des questions ? (Non). Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- *ARTICLE 1 : a décidé l'attribution respective d'une subvention de fonctionnement de 10 819.42 euros et 15 000 euros pour organiser des classes environnement durant l'année scolaire 2025-2026,*
 - *à l'association OCCE de l'école élémentaire La Fontaine,*
 - *et à l'association OCCE de l'école élémentaire Louis Pergaud,*
- *ARTICLE 2 : a confirmé que les crédits sont prévus au budget communal 2025,*
- *ARTICLE 3 : a autorisé Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à faire procéder au mandatement.*

2) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026 AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES POUR LES PROJETS D'ÉCOLE

(Rapporteur : Mme Lozach-Païola)

Mme LOZACH-PAÏOLA. Chaque école a obligation de présenter un projet éducatif à l'Inspection de l'Education Nationale. Ce projet éducatif qui court sur 5 années doit se conformer aux programmes pédagogiques.

Les écoles financent leur projet par les coopératives scolaires, les bénéfices tirés des kermesses et autres actions telles que la vente de viennoiseries et la participation des communes.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer, sur la base d'une participation de 15 € par élève, les subventions de fonctionnement suivantes :

ELÉMENTAIRE	EFFECTIFS au 20/10/2025	MONTANT
La Fontaine	168	2 520 €
Louis Pergaud	156	2 340 €
Reine Astrid	306	4 590 €
Paul Fort	242	3 630 €
MATERNELLE	EFFECTIFS au 20/10/2025	MONTANT
André Bernard	76	1 140 €
Louis Pergaud	90	1 350 €
Reine Astrid	168	2 520 €
Jean Moulin	142	2 130 €
TOTAL	1 348	20 220 €

Considérant l'avis favorable et unanime émis par la commission Affaires scolaires, Périscolaire et Petite enfance du 13 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À AUTORISER l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année scolaire 2025-2026, aux associations OCCE de chaque école pour les montants précités,
- ARTICLE 2 : À AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à faire procéder au mandatement.
- ARTICLE 3 : À PRÉCISER que les crédits sont prévus au budget communal 2025.

M. Le Maire. Avez-vous des questions ? (Non). Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- *ARTICLE 1 : a autorisé l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année scolaire 2025-2026, aux associations OCCE de chaque école pour les montants précités,*
- *ARTICLE 2 : a autorisé Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à faire procéder au mandatement.*
- *ARTICLE 3 : a précisé que les crédits sont prévus au budget communal 2025.*

Petite enfance

1) RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT - PRESTATION DE SERVICE AVEC LA CAF DES YVELINES POUR LE RPE

(Rapporteur : Mme Lozach-Païola)

Mme LOZACH-PAÏOLA. Dans sa séance du 19 mars 2025, la Commission d'action sociale de la CAF des Yvelines a validé le projet de fonctionnement du Relais petite enfance de la ville d'Aubergenville.

Cette validation permet à la Commune de pouvoir bénéficier d'une subvention de fonctionnement.

Afin de percevoir cette subvention, une Convention d'objectifs et de financement - Prestation de service est à signer avec la CAF des Yvelines.

Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention de fonctionnement dite prestation de service "Relais petite enfance".

L'actuelle convention d'objectifs et de financement est conclue pour la période du 10 octobre 2022 au 31 décembre 2024.

Par courriel en date du 10 octobre 2025, la CAFY propose de renouveler ladite Convention pour une durée de 3 ans.

Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention.

La Ville d'Aubergenville souhaite continuer à s'engager avec la CAFY, aussi est-il proposé au Conseil Municipal de renouveler cet engagement et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention conclue pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Considérant le projet de Convention d'objectifs et de financement prestation de service proposé par la CAF annexé au présent rapport de présentation,

Considérant l'avis favorable et unanime de la commission Affaires scolaires, Périscolaire et Petite enfance du 13 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À DÉCIDER DE RENOUVELER la convention d'objectifs et de financement pour la subvention - Prestation de service - Relais petite enfance, avec la Caisse d'Allocations Familiales des Yvelines, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027,
- ARTICLE 2 : À AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer la Convention d'objectifs et de Financement - Prestation de service - Relais petite enfance, avec la CAF des Yvelines, et tous les documents afférents.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ? (Non). Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- ARTICLE 1 : a décidé de renouveler la convention d'objectifs et de financement pour la subvention - Prestation de service - Relais petite enfance, avec la Caisse d'Allocations Familiales des Yvelines, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027,

- *ARTICLE 2 : a autorisé Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer la Convention d'objectifs et de Financement - Prestation de service - Relais petite enfance, avec la CAF des Yvelines, et tous les documents afférents.*

C – SPORTS

1) REVERSEMENT D'UNE SUBVENTION VERSÉE AU TENNIS CLUB AUBERGENVILLE PAR LA FFT À LA VILLE

(Rapporteur : M. Soares)

M. SOARES. Dans le cadre des opérations de rénovation du patrimoine de la commune, la Ville prévoit en 2025 de procéder à la rénovation de courts de tennis extérieurs et de leurs éclairages. Ces travaux sont devenus nécessaires en raison de l'usure des 4 courts de tennis existants, rendant leur pratique moins sécuritaire et de plus en plus difficile pour les pratiquants.

La Ville a déposé des dossiers de demande de subvention auprès de la Région Île-de-France et de l'Agence Nationale du Sport.

Des financements peuvent également être sollicités auprès des Fédérations Françaises de Tennis (FFT). Ces derniers financements doivent être faits par l'association qui utilise les structures sportives concernées.

La Ville accompagne l'association - "Tennis Aubergenville Club" - pour qu'il dépose son dossier de demande de subvention auprès de la fédération. Les subventions FFT obtenues seront reversées à la Ville qui porte les travaux.

Ce projet s'inscrit dans la politique de la collectivité de soutenir le développement et le maintien d'infrastructures sportives de qualité sur son territoire, essentielles à la vie associative et au bien-être de ses habitants. La réfection des courts permettra non seulement d'améliorer les conditions de pratique pour les licenciés actuels, mais aussi d'attirer de nouveaux membres et de diversifier les activités proposées.

Le marché de travaux prévoit la rénovation des 4 courts de tennis extérieurs en terre battue artificielle et la mise en éclairage de ces mêmes 4 courts.

Afin de mener à bien ce projet, dont le coût total estimé à 204 080,40 € TTC et financé par la ville, le club a sollicité une subvention auprès de la Fédération Française de Tennis (FFT).

La FFT, dans le cadre de son plan de soutien aux clubs pour la rénovation de leurs infrastructures, a accordé une subvention d'un montant de 78 893,70 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à accepter le reversement à la ville de la subvention qui sera obtenue de la FFT par le club et à signer tous les documents s'y rapportant.

Considérant l'avis favorable et unanime de la commission Sport du 14 novembre 2025 ,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À ACCEPTER le reversement à la ville de la subvention qui sera obtenue de la FFT par le club,
- ARTICLE 2 : À AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ?

M. SAUVÉ. Nous allons voter pour et nous avons longuement échangé lors de la commission. Effectivement, ce n'est pas un luxe de rénover ce revêtement qui devenait dangereux. Le type de revêtement choisi permettra de pratiquer différemment, puisque les balles sont plus rapides et plus amorties par rapport au quick. La FFT adore que l'on joue sur la terre battue, ce revêtement synthétique est similaire. C'est quelque chose d'important pour le club.

M. SOARES. On a choisi aussi ce revêtement, car il n'y avait pas de subvention pour le quick.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. Y a-t-il d'autres demandes de subvention ?

M. SOARES. On fait aussi une demande auprès de la Région et de l'ANS.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. Quel sera le reste à charge pour la commune ?

M. Le Maire. Tout dépendra du montant des subventions.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. Combien allez-vous demander ?

M. Le Maire. On demande toujours le maximum. Pour vous rassurer, pour tous nos projets, une personne est dédiée à trouver des subventions. Ce dossier coordonné par cette personne est transverse, une partie est portée par les services techniques, une autre par les services des sports. Systématiquement, les demandes de subvention sont faites auprès du Département, de la Région, de l'ANS. La FFT ne verse pas de subvention aux communes, mais aux clubs. Il était donc pertinent de solliciter l'avis du Conseil municipal sur le montage de cette demande de subvention.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. Ma demande d'information était légitime, compte tenu des incertitudes à venir, il était important de savoir si le reste à charge pour la commune serait conséquent ou si la majorité du coût serait couvert.

Ces terrains seront-ils mis à disposition uniquement des licenciés ou y aurait-il des opportunités offertes aux Aubergenvillois (portes ouvertes, ateliers...) pour attirer plus de monde ?

M. SOARES. Ce sera ouvert à tous, on proposera un accès hybride. Deux terrains seront réservés aux licenciés et aux compétitions, et l'accès aux deux autres sera étendu à tous. On va rester dans le même thème que l'existant auparavant, on ne peut pas tout réserver aux compétitions.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. C'était justement pour savoir s'il y avait des accès aux Aubergenvillois non-licenciés.

M. SOARES. Oui.

M. Le Maire. Sous réserve que cela se passe bien, l'idée étant d'ouvrir et d'observer la façon dont cela se passe. S'il y a des dégradations ou des non-respects du lieu, on fermera.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. Là, vous pouvez mettre une caméra, justement !

M. Le Maire. Ce n'est pas trop l'idée sur les courts de tennis !

M. SOARES. Je voudrais remercier la personne qui s'occupe de rechercher des subventions et qui fait un énorme travail.

Mme WERNLÉ-LIORZOU. Pareillement.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- *ARTICLE 1 : a accepté le reversement à la ville de la subvention qui sera obtenue de la FFT par le club,*
- *ARTICLE 2 : a autorisé Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.*

D – URBANISME

1) BILAN DE L'ÉTAT FONCIER DÉTENU PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÎLE DE FRANCE (EPFIF) - ANNÉE 2024

(Rapporteur : Mme Denand)

Mme DENAND. La Ville d'Aubergenville et l'EPFIF sont partenaires par l'intermédiaire d'une convention d'intervention foncière portant sur le réaménagement du quartier de la Gare.

La présentation d'un compte rendu annuel des actions réalisées par l'EPFIF, prévu dans la convention, présente les aspects opérationnels, économiques et stratégiques de l'action foncière ainsi que ses perspectives.

Sur l'année 2024, l'EPFIF a principalement poursuivi sa mission de maîtrise foncière avec 2 nouvelles acquisitions, ainsi que des négociations permettant une nouvelle signature en 2025 sur les parcelles AM 808 et 806.

L'article L2241-1 du Code général des collectivités territoriales précise que "les bilans des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du Conseil municipal".

Conformément à ces dispositions, le bilan d'activité foncière de l'EPFIF pour l'année 2024 est porté à la connaissance du Conseil municipal. Ce document présente toutefois un caractère confidentiel, conformément à la mention qui y figure, en raison des éléments financiers et stratégiques qu'il contient. Il a donc été communiqué uniquement aux membres du Conseil municipal, pour information, sans publication ni diffusion au public.

Suite à la présentation de ce bilan au Conseil municipal, il est proposé aux élus de délibérer.

Considérant le bilan de l'état foncier détenu par l'EPFIF sur l'année 2024, communiqué au Conseil municipal,

Considérant que ce document présente un caractère confidentiel et ne peut être diffusé publiquement,

Considérant l'avis favorable de la commission d'urbanisme du 14 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- **ARTICLE 1 : À APPROUVER** le bilan 2024 de l'état du foncier et/ou non bâti détenu par l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France pour le compte de la Ville (secteur gare), tel que présenté au Conseil

municipal,

- ARTICLE 2 : À DIRE que ce bilan en raison de sa confidentialité, ne sera pas rendu public ni annexé à la délibération, mais conservé dans les archives du service urbanisme.
- ARTICLE 3 : À DIRE que le présent bilan sera toutefois pris en compte dans le compte financier unique de la Ville, conformément à l'article L.2241-1 du CGCT.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ?

M. SAUVÉ. Sur le document remis lors de la commission d'urbanisme, dans la liste des fonciers, l'EPFIF a fait deux nouvelles acquisitions. Pour la première, en 2024, la somme de 312 k€ est bien reportée et le report est à zéro pour la deuxième.

Mme DENAND. On va faire le point avec l'EPFIF et on vous apportera une réponse lors de la prochaine commission.

M. SAUVÉ. Habituellement dans le bilan, on avait la synthèse et les préconisations. Par exemple, en 2023, on évoquait la phase 2 et en première page, il était marqué « construction de 400 logements ». Tout cela est effacé, qu'en est-il maintenant puisque les dernières acquisitions ont été faites pour la phase 2, et cela représente 85% de cette phase ? Je suppose qu'il y a quand même un projet et que l'on n'est pas en train d'acquérir des terrains sans constructions prévues. C'est rayé du bilan et comme on arrive en périodes électorales, on peut parfois gommer certaines choses. Je pense que les habitants souhaitent connaître la prévision de logements sur les 4 ha.

Mme DENAND. L'EPFIF achète des terrains en fonction des opportunités, parfois des tractations sont compliquées et cela se fait au fil du temps. Aujourd'hui, il n'y a pas de projet pour la phase 2. La phase 1 s'est avérée assez compliqué et a mis 10 ans. L'immobilier est en mouvement, il y a beaucoup de sujets et de choses compliquées. Il faudrait qu'on arrive à voir comment on peut avancer sans impact pour les Aubergenvillois.

M. Le Maire. Il n'y a rien aujourd'hui. Souvenez-vous que "Lécole" allait construire des tours de 7 étages, ce qui n'a pas été le cas ! Il n'y a pas de phase 2 d'orchestrée, on verra ce qui se passera. On va juste attendre les élections, et vous l'avez remarqué, de nouvelles équipes vont se mettre en place mais aujourd'hui, il n'y a pas de réflexions sur la phase 2. On va déjà terminer convenablement la phase 1. La vente de logements neufs est difficile, je me vois difficilement lancer un programme immobilier dans ces conditions. Tous les promoteurs sont dans les starting-blocks, mais aujourd'hui, on n'a rien. Notre commune compte déjà 40% de logements sociaux, bien au-delà de ce que nous impose l'Etat, c'est une bonne chose et j'en suis fier. La phase 1 était de l'accès à la propriété, le contexte a transformé ces logements en LLI (logement locatif intermédiaire), opération qui a rencontré un franc succès. Le bailleur qui porte ce projet arrive à commercialiser ces LLI et on travaille avec eux pour avoir des logements et y loger au mieux des personnes pouvant prétendre à ce type de logements. Se lancer aujourd'hui sur un programme immobilier avec des logements à la vente, ce serait un peu cocasse. Attendons de finir convenablement cette phase 1, ensuite on travaillera la phase 2.

M. SAUVÉ. On aime bien aussi savoir ce qui va se passer. En regardant les communes aux alentours, il y a quand même des gros projets, les promoteurs n'ont pas peur de les réaliser. C'est normal que l'on ait cette interrogation puisque sur les

documents de 2022 à 2024 cette ligne de 400 logements figurait et elle a été supprimée. Au cours d'un Conseil, on a renouvelé la convention avec l'EPFIF qui se termine au 31 décembre 2026.

En aparté, je n'ai pas dit que vous alliez construire des tours. Simplement, la zone UBA permet dans le PLUI d'avoir des logements allant jusqu'à 7 étages. C'était une différence entre vous et nous, on était pour une modification du PLUI pour avoir une sécurisation, car on ne voulait pas voir arriver ces hauteurs. Donc, c'est resté dans le PLUI. Vous avez dit qu'il n'y aurait pas de problème tant que vous serez maire. Comme vous ne vous représentez pas, on a une interrogation.

M. Le Maire. Le PLUI se vote au niveau de l'interco, des 73 communes. On n'a pas modifié le PLUI durant ce mandat. Je répète qu'aujourd'hui, au risque de vous décevoir, on n'a pas de projet. Effectivement, il y a des projets dans les communes environnantes et des projets pharaoniques. On a reçu des promoteurs qui sont venus toqués à la porte et on a résisté à des projets fantaisistes. C'était aussi l'aspiration des Aubergenvillois que l'on fasse des logements de façon raisonnée. On a maîtrisé le programme lancé et Mme Denand est intransigeante sur le sujet. On a reçu un promoteur qui voulait mettre 22 logements sur une surface de 1000 m², je l'ai orienté vers les communes aux alentours. Aubergenville n'a jamais été sur cette position et ce n'est pas ce que les Aubergenvillois attendent, on va continuer ainsi.

M. SAUVÉ. Avec M. Rihouey, on avait débattu, on se posait des questions sur l'équilibre de l'EPFIF. Aujourd'hui, ils achètent des terrains. S'ils ne construisaient pas ou qu'ils ne revendent pas pour la construction, ils vont se retrouver en déficit. Leur intérêt est de revendre pour construction pour équilibrer les comptes.

M. Le Maire. L'EPFIF n'est pas un établissement aubergenvillois, on est sur un périmètre de 12 millions d'habitants. Ils savent gérer leur budget, il n'y a aucun risque car derrière l'EPFIF, il y a le Département, la Région et l'Etat. Le jour où l'EPFIF fera faillite, nos communes seront dans un piteux état !

Mme DENAND. Ils n'achètent pas tous les terrains, ils prennent vraiment en considération les projets justement pour que ce soit rentable.

M. SAUVÉ. En conclusion, ils ont quand même acheté 85% des terrains qui doivent servir pour la phase 2.

M. Le Maire. Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- 25 voix Pour - Aubergenville Horizon
- 8 Abstentions - Pour Aubergenville Poursuivons Ensemble - Lutte Ouvrière, Faire Entendre Le Camp Des Travailleurs
- ARTICLE 1 : a approuvé le bilan 2024 de l'état du foncier et/ou non bâti détenu par l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France pour le compte de la Ville (secteur gare), tel que présenté au Conseil municipal,
- ARTICLE 2 : a dit que ce bilan en raison de sa confidentialité, ne sera pas rendu public ni annexé à la délibération, mais conservé dans les archives du service urbanisme.
- ARTICLE 3 : a dit que le présent bilan sera toutefois pris en compte dans le compte financier unique de la Ville, conformément à l'article L.2241-1 du CGCT.

2) BILAN 2024 - ÎLE DE FRANCE NATURE POUR L'ESPACE NATUREL RÉGIONAL DU BOUT DU MONDE

(Rapporteur : Mme Denand)

Mme DENAND. Au service de la politique environnementale de la Région, l'Agence Île-de-France Nature (IDF Nature) œuvre toute l'année sur les territoires pour protéger, valoriser et rendre accessible notre patrimoine naturel aux Franciliens.

IDF Nature est impliquée sur notre territoire dans le cadre d'un programme d'actions au sein du Périmètre Régional d'Intervention du Bout du Monde. Les opérations menées en 2024 comprennent

- La réalisation d'études préalables aux travaux d'aménagement de la plage de Paris.
- La mise en sécurité du site par abattage ou élagage d'arbres.
- Le bornage d'un linéaire de berge effondrée.
- Le broyage d'une bande de friche.

Les missions d'entretien et de surveillance de cet espace protégé ont généré des dépenses de 9 858,91 € pour Île-de-France Nature. Les villes d'Aubergenville et d'Épône ont contribué à ces dépenses à hauteur de 4 200 € chacune.

Suite à la présentation de ce bilan au Conseil municipal, il est proposé aux élus de prendre connaissance et d'approuver le bilan d'activités de l'agence IDF Nature, contribuant ainsi à la valorisation de cet espace naturel au sein de notre commune.

Considérant le bilan d'Île-de-France Nature pour l'année 2024 joint au présent rapport de présentation,

Considérant l'avis favorable et unanime de la commission d'Urbanisme du 14 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À APPROUVER le bilan 2024 d'Île-de-France Nature dans le cadre du PRIF de l'Espace naturel du Bout du Monde, joint au présent rapport,
- ARTICLE 2 : À DIRE que ce bilan sera annexé au compte financier unique de la Ville.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ? (Non). Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- ARTICLE 1 : a approuvé le bilan 2024 d'Île-de-France Nature dans le cadre du PRIF de l'Espace naturel du Bout du Monde, joint au présent rapport,
- ARTICLE 2 : a dit que ce bilan sera annexé au compte financier unique de la Ville.

3) RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE D'AUBERGENVILLE ET ÎLE-DE-FRANCE NATURE POUR LA GESTION ET L'ENTRETIEN DE L'ESPACE NATUREL RÉGIONAL DU "BOUT DU MONDE"

(Rapporteur : Mme Denand)

Mme DENAND. Île-de-France Nature, établissement public de la Région, intervient pour la gestion, la protection et la mise en valeur des espaces naturels régionaux.

Conformément à la délibération régionale du 11 juillet 1978, les collectivités sur lesquelles se situent ces sites participent aux dépenses de fonctionnement, la Région prenant en charge les investissements (acquisitions et aménagements).

Sur le territoire d'Aubergenville, le site régional du « Bout du Monde » s'étend sur 46,1 hectares, intégrés à un ensemble naturel de 184 ha couvrant également Épône et Gargenville. Cet espace, à fort intérêt écologique et paysager, participe à la préservation de la biodiversité locale et à l'accueil du public.

La convention fixe les modalités de partenariat entre la Commune et Île-de-France Nature pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Elle précise notamment la prise en charge, par la Commune, des frais de fonctionnement liés à l'entretien et à la surveillance des espaces régionaux situés sur son territoire.

Le montant de la participation communale est fixé à 4 200 € par an, versé en une seule fois chaque année à réception du titre émis par Île-de-France Nature.

Un bilan annuel des travaux réalisés sera transmis à la Commune.

Le renouvellement de cette convention permet de :

- maintenir la qualité écologique et paysagère du site ;
- garantir l'ouverture au public et la sécurité des lieux ;
- poursuivre une gestion concertée avec la Région et Île-de-France Nature.

Ce partenariat contribue à la préservation durable du patrimoine naturel communal et à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Considérant le projet de convention annexé à la présente délibération,

Considérant l'avis favorable et unanime de la Commission d'urbanisme réunie le 14 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE UN : À APPROUVER la convention entre la Commune d'Aubergenville et Île-de-France Nature relative à la gestion et à l'entretien du site du « Bout du Monde » pour la période 2026-2028,
- ARTICLE 2 : À AUTORISER Monsieur le Maire à la signer et à entreprendre toute démarche nécessaire à son exécution.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ? (*Non*). Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- *ARTICLE UN : a approuvé la convention entre la Commune d'Aubergenville et Île-de-France Nature relative à la gestion et à l'entretien du site du « Bout du Monde » pour la période 2026-2028,*
- *ARTICLE 2 : a autorisé Monsieur le Maire à la signer et à entreprendre toute démarche nécessaire à son exécution.*

4) COMPLÉMENT AU TRANSFERT DU THÉÂTRE DE LA NACELLE - CESSIION À TITRE GRATUIT DE DEUX EMPRISES RÉSIDUELLES À LA COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

(Rapporteur : Mme Denand)

Mme DENAND. Par délibération n°20-065 du 7 octobre 2020, le Conseil municipal avait autorisé le transfert à titre gratuit du théâtre de la Nacelle et d'une partie de la

parcelle AT 797 à la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'équipements culturels d'intérêt communautaire.

Le terrain d'assiette de la Nacelle avait été divisé le 19 novembre 2019 par M. Benoît DUVAL, géomètre-expert aux Mureaux, mais le bornage et la délimitation exacte n'avaient été réalisés qu'en 2020. Il était alors apparu qu'une partie du parking du théâtre n'avait pas été incluse dans le transfert initial.

Le bornage du 23 septembre 2020 a ainsi créé deux nouvelles parcelles distinctes :

- AT 867, d'une contenance de 10 226 m², correspondant au terrain d'assiette principal approuvé par la délibération du 7 octobre 2020 ;
- AT 866, d'une contenance de 243 m², correspondant à une partie complémentaire du parking, située chemin rural n° 1 dit « de la rue Faubourg à Maule ».

La décision du Président de GPSEO en date du 16 mars 2022 a acté le transfert définitif de propriété de ces deux parcelles à la Communauté urbaine.

Afin de régulariser ce complément foncier, le Conseil municipal, par délibération n°22-061 du 28 septembre 2022, a complété la délibération n° 20-065 du 7 octobre 2020 en y intégrant la parcelle AT 866 et en autorisant le transfert définitif à GPSEO du terrain d'assiette complet du théâtre, cadastré AT 867 et AT 866.

À l'occasion d'un nouveau relevé topographique et d'une mise à jour du plan cadastral, il est apparu que deux petites emprises supplémentaires, attenantes au théâtre et déjà intégrées à son usage quotidien (accès, stationnement, zones techniques), demeurent propriété de la commune.

Ces surfaces, bien que mineures, participent pleinement à la fonctionnalité de l'équipement transféré et doivent être intégrées à son terrain d'assiette afin d'assurer la cohérence domaniale de l'ensemble.

Les références cadastrales de ces deux nouvelles parcelles sont :

- AT 886, d'une superficie de 63 m², issue de la division de la parcelle AT 868 (lot 1 sur le plan, appartenant à la commune),
- AT 887, d'une superficie de 48 m², correspondant au domaine public (non cadastré).

En résumé, les parcelles cédées à la CU GPSEO dans le cadre de l'exercice de ces compétences en matière d'équipements culturels et correspondant à l'assiette foncière du théâtre de La Nacelle sont les parcelles cadastrées section AT n°867, 866, 886 et 887, pour une superficie totale de 10.580 m².

Considérant le plan de division du 28 mai 2025, réalisé par M. Benoît DUVAL, géomètre-expert, annexé à la présente délibération ;

Considérant l'avis des Domaines du 5 novembre 2025,

Considérant la délibération du Bureau communautaire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise en date du 9 octobre 2025,

Considérant l'avis favorable et unanime de la Commission d'urbanisme réunie le 14 novembre 2025,

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- DE COMPLÉTER la délibération n° 20-065 du 7 octobre 2020, telle que modifiée par la délibération n° 22-061 du 28 septembre 2022, afin d'y inclure les

deux nouvelles emprises identifiées sur le plan de division actualisé établi par M. Benoît DUVAL, à savoir les parcelles cadastrées section AT n°886 d'une superficie de 63 m² et section AT n°887 d'une superficie de 48 m²;

- DE CONFIRMER la vocation fonctionnelle de ces terrains au sein du domaine transféré à la Communauté urbaine ;
- et D'APPROUVER la cession à l'euro symbolique de ces deux parcelles au profit de GPSEO ;
- D'INSCRIRE l'opération au compte financier unique de la commune conformément aux règles de la comptabilité publique.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ?

M. GOMMARD. A-t-on bien regardé s'il n'en restait pas un petit bout quelque part ?

M. Le Maire. A un moment, il faut faire confiance ! Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour), a décidé :

- *De compléter la délibération n° 20-065 du 7 octobre 2020, telle que modifiée par la délibération n° 22-061 du 28 septembre 2022, afin d'y inclure les deux nouvelles emprises identifiées sur le plan de division actualisé établi par M. Benoît DUVAL, à savoir les parcelles cadastrées section AT n°886 d'une superficie de 63 m² et section AT n°887 d'une superficie de 48 m²;*
- *De confirmer la vocation fonctionnelle de ces terrains au sein du domaine transféré à la Communauté urbaine ;*
- *et d'approuver la cession à l'euro symbolique de ces deux parcelles au profit de GPSEO ;*
- *D'inscrire l'opération au compte financier unique de la commune conformément aux règles de la comptabilité publique.*
- *D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.*

E– PRÉVENTION ET ACTION SOCIALE

Action sociale

1) RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE D'AUBERGENVILLE ET LE CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES (CIDFF) 2025-2026

(Rapporteur : M. Mancuso)

M. MANCUSO. Depuis 2013, une convention lie la commune d'Aubergenville et le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (C.I.D.F.F.) par la mise en place de permanences au sein du centre social La Maison de Tous.

Ces permanences permettent d'offrir aux usagers un service gratuit d'accès aux droits, un accompagnement social et assurent un soutien à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le C.I.D.F.F. assure des permanences les mardis au sein du Centre social Maison de Tous, mis à disposition par la ville, les mardis de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Le C.I.D.F.F. s'engage à assurer 40 permanences du 21 octobre 2025 au 31 juillet 2026.

Il est précisé qu'en cas de non-réalisation du nombre total de permanences prévues à la convention, une retenue forfaitaire de 271,00€ par permanence manquante sera appliquée sur le montant contractuel initial de 9 858,00€.

Cette somme est prévue au budget primitif du Centre social pour l'année 2026.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'émettre un avis sur le renouvellement de la convention entre la commune et le C.I.D.F.F.

Considérant l'avis favorable et unanime de la commission Prévention et Action sociale du 13 novembre 2025,

Le Conseil Municipal est invité :

- ARTICLE 1 : À ÉMETTRE un avis sur le renouvellement de la convention entre la commune d'Aubergenville et le C.I.D.F.F.
- ARTICLE 2 : À AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la présente convention et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre
- ARTICLE 3 : À CONFIRMER que les crédits nécessaires seront prévus au Budget Primitif 2026.

M. Le Maire. Y a-t-il des prises de parole ?

M. GOMMARD. Il est effectivement utile que les femmes puissent avoir un droit d'information, d'autant pour soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes, ne serait-ce que sur le salaire. Les femmes gagnent en moyenne 22% de moins que les hommes. Même si ce n'est pas l'information qui va régler ce problème, mais cela existe et également sur l'accès à l'emploi. A-t-on un bilan qualitatif des actions du CIDFF ?

M. MANCUSO. De janvier au 11 novembre, 166 personnes ont pu bénéficier de ces aides au sein de la Maison de Tous.

M. GOMMARD. Quelle est la nature de ces aides ?

M. MANCUSO. L'accès aux droits, un accompagnement social assurant un soutien à l'égalité entre les femmes et les hommes. Ensuite, c'est au cas par cas et cela reste privé.

M. Le Maire. Nous pouvons passer au vote.

Le Conseil municipal, à l'unanimité (33 voix Pour) :

- ARTICLE 1 : a émis un avis favorable sur le renouvellement de la convention entre la commune d'Aubergenville et le C.I.D.F.F.
- ARTICLE 2 : a autorisé Monsieur le Maire ou son représentant à signer la présente convention et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre
- ARTICLE 3 : a confirmé que les crédits nécessaires seront prévus au Budget Primitif 2026.

F – INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

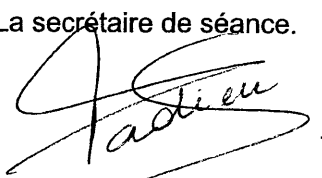
(Il n'y a pas de question diverse)

M. Le Maire. Merci beaucoup, c'est la fin de ce Conseil municipal. Bonne soirée à toutes et tous.

Le prochain Conseil municipal se réunira le 17 décembre 2025 à 20h.

La séance est levée à 21h45.

La secrétaire de séance.

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Padiyou'.

Sylvia PADIYOU

Le Maire

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lécole'.

Gilles LÉCOLE

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/11/2025

Date de validation par le service Finances		COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE	Impact financier (TTC)
Bons de commande / Bons d'engagement			
1	19/09/2025	Bon de commande AN250118 à la société ADS DESIGN (89240 La Tour d'Aigues) pour la location de motifs 3D à poser	11 409,60€
2	19/09/2025	Bon de commande AN250119 à la société BAZAUD ILLUMINATIONS (25620 L'hôpital du gros Bois) pour la location de 94 décors candélabre et 4 décors 3D à poser	25 495,79€
3	30/09/2025	Bon de commande TE250347 à SEINE YVELINES NUMERIQUES (78280 GUYANCOURT) pour la reprise d'installation des caméras de vidéoprotection	52 985,70€
4	30/09/2025	Bon de commande TE250348 à la société CDC INGENIERIE & CONSEILS pour le remplacement des réseaux et radiateurs du Groupe scolaire Louis Pergaud	43 680,00€
5	07/10/2025	Bon de commande TE250350 à la société IDEX ENERGIES (92238 Gennevilliers) pour la fourniture et l'installation d'un dégazeur et filtres magnétiques à la Maison des Associations	16 183,06€
6	13/10/2025	Bon de commande TE250355 à la société MURETANCHE (78920 Ecqueville) pour des travaux dans les logements Jean Moulin	16 720,00€
7	16/10/2025	Bon de commande TE250363 à la société TOM (77124 Penchard) pour la fournitures de 171 poubelles de tri	11 450,16€
8	23/10/2025	Bon de commande TE250365 à la société FLINS TP (78410 Aubergenville) pour la création d'un sente piétonne entre la rue de la Cimenterie et la rue des Hautes Beauces	21 496,20€
Date de la décision		Décisions du Maire	
9	04/09/2025	Décision du Maire 25-065 relative à la signature d'un avenant à la convention de partenariat entre la Ligue pour l'enseignement et la commune	Formation générale BAFA : 275€ TTC/stagiaire (mini 11 - max 20) Formation approfondissement 250€ TTC/stagiaire (mini 11 - max 20)
10	19/09/2025	Décision du Maire n°25-066 relative à la convention de mise à disposition d'un basson au Conservatoire du Vexin	267,12€
11	17/09/2025	Décision du Maire n°25-067 portant acte constitutif d'une régie d'avance 18/25	/
12	17/09/2025	Décision du Maire n°25-068 relative à la convention de mise à disposition, à titre précaire, révocable de locaux à la Maison de Voisinage au profit du SESSAD André Marché	À titre gratuit
13	23/09/2025	Décision du Maire n°25-069 relative à la convention de mise à disposition, à titre précaire, révocable et gratuit de locaux à la Maison des Associations au profit de l'association Amicale des Amateurs d'Anglais	À titre gratuit
14	26/09/2025	Décision du Maire n°25-070 relative à la convention de mise à disposition, à titre précaire, révocable et gratuit de locaux à la Maison des Associations au profit de l'Établissement Français du Sang	À titre gratuit
/	/	Aucun marché ou avenant notifié depuis le 3/09/2025	/

Fait à Aubergenville, le 12 novembre 2025



Gilles LÉCOLE
Maire d'Aubergenville